



**Copie à publier aux annexes au Moniteur belge
après dépôt de l'acte au greffe**

Réserve
au
Moniteur
belge



24102153

Tribunal de l'Entreprise du Hainaut
Division Charleroi

27 JUN 2024

Le Greffier
Greffé

N° d'entreprise : **0687 986 158**

Nom

(en entier) : **DUODEV**

(en abrégé) :

Forme légale : **société anonyme**

Adresse complète du siège : **6041 Charleroi, avenue Jean Mermoz 1, boîte 4**

Objet de l'acte : Projet commun de fusion transfrontalière par absorption et avis à l'attention des titulaires d'actions et de parts bénéficiaires, des créanciers et des représentants des travailleurs de la société absorbante et de la société absorbée

Projet commun de fusion transfrontalière par absorption de la société à responsabilité limitée de droit néerlandais Duodev Nederland Holding B.V., par la société anonyme Duodev, établi en français et en néerlandais :

"PROJET COMMUN DE FUSION TRANSFRONTALIERE PAR ABSORPTION (PROJET DE FUSION)

Conformément à l'article 12:111 du Code des sociétés et des associations de droit belge (le « Code des sociétés et des associations ») et à l'article 2:312 du Code civil de droit néerlandais (le « Code civil »), les conseils d'administration de la société anonyme de droit belge Duodev SA (« Duodev ») et de la société à responsabilité limitée de droit néerlandais Duodev Nederland Holding B.V. (« DNH ») ont établi de commun accord le présent projet de fusion transfrontalière par absorption en vertu du droit belge et du droit néerlandais (ci-après désignée comme une « fusion transfrontalière »).

Les conseils d'administration de Duodev et DNH proposent de décider de mettre en oeuvre une fusion transfrontalière aux termes de laquelle DNH, en tant que société absorbée (la « société absorbée »), va fusionner au sein de Duodev (la « société absorbante ») et Duodev va se voir transférer tous les postes de capitaux propres de DNH dans le cadre d'un transfert à titre universel de tous les éléments d'actif et de passif composant le patrimoine de ladite société absorbée, avec pour conséquence que DNH cessera d'exister.

1. SOCIÉTÉS PARTICIPANT À LA FUSION PROPOSÉE ET NOTAIRES INSTRUMENTANT (ART. 12:111, AL. 2, 1° À 1/2° DU CODE DES SOCIÉTÉS ET DES ASSOCIATIONS ET ART. 2:312 ET 2:333d DU CODE CIVIL)

A. Forme légale, dénomination, siège et communication

1. Société absorbée : Duodev Nederland Holding B.V. –

La société absorbée est Duodev Nederland Holding B.V., une société à responsabilité limitée de droit néerlandais, dont le siège officiel est établi à Amsterdam (Pays-Bas) et dont les bureaux sont établis à Prof. W.H. Keesomlaan 1 4.24 - 4.25, 1183DJ Amstelveen (Pays-Bas).

La société absorbée a été constituée par acte notarié passé devant le notaire de droit civil C.J.M. van Gool à Amsterdam (Pays-Bas), le 23 mai 2018.

Les statuts de la société absorbée n'ont pas été modifiés depuis sa constitution.

La société absorbée est enregistrée au Registre de Commerce de la Chambre de Commerce sous le numéro d'immatriculation 71707689.

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 08/07/2024 - Annexes du Moniteur belge

Mentionner sur la dernière page du Volet B : Au recto : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers
Au verso : Nom et signature (pas applicable aux actes de type « Mention »).

Au 31 décembre 2023, le capital souscrit de la société absorbée s'élevait à cent euros (100 EUR) représentés par 100 actions nominatives entièrement libérées, numérotées de 1 à 100 (inclus) avec une valeur nominale de un euro (1 EUR) chacune.

Toutes les actions de la société absorbée sont détenues par un actionnaire unique, à savoir la société absorbante Duodev, une société anonyme de droit belge, dont le siège est situé à 6041 Charleroi (Belgique), avenue Jean Mermoz 1, boîte 4, enregistrée auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro 0687.986.158 (Registre des Personnes Morales et Tribunal de l'entreprise du Hainaut, division Charleroi), (également définie ci-dessus comme « Duodev » ou la « société absorbante »). En conséquence, conformément à l'article 2:333 du Code civil, les articles 2:326 à 2:328 (inclus) du Code civil ne sont pas applicables à cette fusion transfrontalière.

L'adresse électronique de la société absorbée à laquelle toute communication peut valablement intervenir est la suivante : aude.michel@equilis.net.

2. Société absorbante : Duodev SA –

La société absorbante est la société Duodev, une société anonyme de droit belge, dont le siège est établi à 6041 Charleroi (Belgique), avenue Jean Mermoz 1, boîte 4.

La société absorbante a été constituée par acte passé devant le notaire Olivier Vandenbroucke, de résidence à Lambusart (Belgique), le 10 janvier 2018, publié aux annexes du Moniteur belge du 18 janvier 2018, sous le numéro 18302136.

Les statuts de la société absorbante ont été modifiés pour la dernière fois par acte passé devant le notaire Olivier Vandenbroucke, de résidence à Lambusart (Belgique), le 9 mars 2023, publié aux annexes du Moniteur belge du 5 avril 2023, sous le numéro 23330838 afin notamment de mettre en conformité ses statuts aux dispositions du Code des sociétés et des associations.

La société absorbante est enregistrée auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro 0687.986.158 (Registre des Personnes Morales et Tribunal de l'entreprise du Hainaut, division Charleroi).

Au 31 décembre 2023, le capital de la société absorbante s'élevait à trois millions soixante-et-un mille cinq cents euros (3.061.500 EUR) représenté trois millions soixante-et-un mille cinq cents (3.061.500) actions nominatives sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées réparties en (i) un million cinq cent trente mille sept cent cinquante (1.530.750) actions de classe A et (ii) un million cinq cent trente mille sept cent cinquante (1.530.750) actions de classe B.

Les actions de la société absorbante sont actuellement détenues de manière égale par deux actionnaires : (i) la société à responsabilité limitée Too'Gezer, dont le siège est établi à 7520 Ramegnies-Chin, chaussée de Tournai 52/1, enregistrée auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro 0467.654.618 (Registre des Personnes Morales et Tribunal de l'entreprise du Hainaut, division Tournai) et (ii) la société à responsabilité limitée JEC INVEST, dont le siège est établi à 6041 Charleroi (Belgique), avenue Jean Mermoz 1, boîte 4, enregistrée auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro 0893.987.038 (Registre des Personnes Morales et Tribunal de l'entreprise du Hainaut, division Charleroi).

L'adresse électronique de la société absorbante à laquelle toute communication peut valablement intervenir est la suivante : aude.michel@equilis.net.

Ni la forme légale, ni la dénomination, ni l'objet, ni le siège de la société absorbante, qui est la société bénéficiaire du transfert à titre universel de l'ensemble des éléments d'actif et de passif composant le patrimoine de la société absorbée, ne seront modifiés à l'occasion de la fusion transfrontalière (art. 12:111, al. 2, 1° du Code des sociétés et des associations).

B. Objet

3. DNH

DNH a, conformément à l'article 3 de ses statuts, l'objet suivant :

« De vennootschap heeft ten doel:

a. het deelnemen in, het financieren van, het samenwerken met, het besturen van vennootschappen en andere ondernemingen en het verlenen van adviezen en andere diensten;

b.het beleggen en beheren van vermogen;

c.het verstrekken en aangaan van geldleningen;

d.het verstrekken van zekerheden voor schulden van rechtspersonen of andere vennootschappen die met haar in een groep verbonden zijn of voor schulden van derden;

e.het verrichten van al hetgeen met het vorenstaande verband houdt of daartoe bevorderlijk kan zijn, alles in de ruimste zin van het woord. ».

Traduction libre en français :

« La société a pour objet :

a. la prise de participation dans, le financement de, la collaboration avec, la gestion de sociétés et d'autres entreprises et la fourniture de conseils et d'autres services ;

b. l'investissement et la gestion d'actifs ;

c. l'octroi et la souscription de prêts en espèces ;

d. la constitution de garanties pour les dettes de personnes morales ou d'autres sociétés qui lui sont liées dans un groupe ou pour les dettes de tiers ;

e. l'accomplissement de tous les actes liés à ou favorisant ce qui précède, le tout au sens le plus large du terme. ».

4.Duodev

Duodev a, conformément à l'article 3 de ses statuts, l'objet suivant :

« La société a pour objet (i) d'effectuer tant en Belgique qu'à l'étranger, pour compte propre ou celui de tiers, toutes opérations immobilières au sens le plus large, tant de ses aspects juridiques que techniques, à l'exception du courtage et (ii) de prendre des participations dans des sociétés ayant pour objet de telles opérations immobilières.

Par opérations immobilières il faut entendre, sans que cette énonciation soit limitative, toutes opérations se rapportant à un bien immeuble, qu'il s'agisse:

1.d'acquisition, vente, échange d'immeubles, constitution ou cession de droits réels immobiliers, mise en location et/ou prise en location de tous biens immeubles et droits réels immobiliers ;

2.de construction, rénovation, transformation ou démolition d'un bien immobilier ;

3.de tous montages financiers, commerciaux, promotionnels ou juridiques se rapportant à des biens immeubles ainsi qu'à des droits réels, en ce compris le leasing immobilier et les concessions ;

4.de toutes prestations de services annexes aux constructions ou relatives aux opérations juridiques immobilières précitées.

Elle peut donc notamment acheter, vendre, donner ou prendre en location tous biens bâtis ou non, conférer ou accepter tous droits réels ou personnels portant sur ces biens, les diviser par lots, les urbaniser ou les réaménager, accomplir toutes opérations de promotion, prêter tout conseil et toute assistance technique, juridique et financière en matière immobilière.

Elle peut aussi prêter à toutes sociétés et se porter caution ou garante pour elles, même hypothécairement ; elle peut exercer tous mandats d'administrateur ou de gérant ainsi que toutes fonctions similaires.

La société peut, dans le sens le plus large, poser tous actes, civils, commerciaux, industriels, financiers ou autres, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en favoriser le développement, et peut dans ce cadre s'intéresser par tous modes à toutes entreprises ou sociétés.

La société peut prendre des participations, notamment par voie d'apport ou d'achat, dans des sociétés ayant un objet similaire au sien. ».

5.Caractère idoine

Il y a similitude entre les objets de la société absorbée et de la société absorbante, intéressées par la présente opération de fusion transfrontalière par absorption, dès lors en particulier que la société absorbée n'est, tout comme la société absorbante, active que dans le secteur immobilier.

C.Notaires instrumentant

6.DNH

Pour la société absorbée DNH, le notaire de droit civil J.H. Bennebroek Gravenhorst à Amsterdam (Pays-Bas), dont l'adresse électronique est h.gravenhorst@lexence.com, délivrera le certificat visé à l'article 2:333i, paragraphe 3 du Code civil.

7.Duodev

Pour la société absorbante Duodev, le notaire Louis-Philippe ou François Marcelis de résidence à Bruxelles (Belgique), dont les adresses électroniques sont respectivement lpm@marcelis-not.be et frm@marcelis-not.be, délivrera le certificat visé à l'article 12:117 du Code des sociétés et des associations et, le cas échéant, constatera la réalisation de la fusion transfrontalière.

II.DESCRPTION DE L'OPÉRATION

8.Principe

Tous les actifs et les passifs composant le patrimoine de la société absorbée seront transférés à la société absorbante dans le cadre d'un transfert à titre universel lors la réalisation de la fusion transfrontalière proposée, à la suite de laquelle la société absorbée cessera de plein droit d'exister.

9.Conséquences

Conformément à l'article 12:108 du Code des sociétés et des associations et aux articles 2:309 et 2:311 du Code civil, la fusion transfrontalière entraînera de plein droit et simultanément les effets suivants :

-tous les actifs et les passifs composant le patrimoine de la société absorbée seront transférés à la société absorbante dans le cadre d'un transfert à titre universel ;

-la société absorbée cessera d'exister de plein droit en conséquence de la réalisation de la fusion transfrontalière.

III.EFFETS PROBABLES DE LA FUSION TRANSFRONTALIERE SUR L'EMPLOI (ART. 12:111, AL. 2, 4° DU CODE DES SOCIÉTÉS ET DES ASSOCIATIONS ET ART. 2:333d SUB B DU CODE CIVIL)

Non applicable. La société absorbée n'emploie aucun salarié.

IV.DATE À PARTIR DE LAQUELLE LES OPÉRATIONS DE LA SOCIÉTÉ ABSORBÉE SERONT DU POINT DE VUE COMPTABLE CONSIDÉRÉES COMME ACCOMPLIES POUR COMPTE DE LA SOCIÉTÉ ABSORBANTE (ART. 12:111, AL. 2, 6° DU CODE DES SOCIÉTÉS ET DES ASSOCIATIONS ET ART. 2:312, PARAGRAPHE 2, SUB F DU CODE CIVIL)

La fusion transfrontalière sera réalisée sans rétroactivité comptable, donc à la date de la prise d'effet de la fusion.

Les données financières de la société absorbée seront comptabilisées dans les comptes annuels de la société absorbante à la date à laquelle la fusion prend effet (conformément à l'article 2:312, paragraphe 2, sub f du Code civil). Par conséquent, le dernier exercice de la société absorbée prendra fin le jour précédant le jour où la fusion prend effet.

V.DROITS SPÉCIAUX (ART. 12:111, AL. 2, 7° DU CODE DES SOCIÉTÉS ET DES ASSOCIATIONS ET ART. 2:333d ET 2:312, PARAGRAPHE 2, SUB C DU CODE CIVIL)

Toutes les actions émises par la société absorbée sont identiques et confèrent les mêmes droits et avantages à leur détenteur, à savoir la société absorbante, et la société absorbée n'a pas émis d'autre titre que ces actions. Il n'existe par conséquent pas de droits spéciaux attribués par la société absorbante aux titulaires d'actions de la société absorbée.

Partant, aucune mesure particulière n'est proposée à cet égard, ce d'autant que dès lors que la société absorbante est l'actionnaire unique, il ne sera créé aucune action nouvelle de celle-ci à l'occasion de la réalisation effective de la fusion transfrontalière, et les actions de la société absorbée seront purement et simplement supprimées, le tout conformément à l'article 12:57 juncto 12:106 du Code des sociétés et des associations.

Par ailleurs et pour autant que de besoin il est précisé que :

a) Étant donné qu'il n'existe pas de personnes (morales) qui, en toute autre qualité que celle d'actionnaire, jouissent de droits particuliers visés à l'article 2:320 juncto article 2:312, paragraphe 2, sub c du Code civil à l'encontre de la société absorbée, tels que des droits à la distribution des bénéfices ou à l'acquisition d'actions, et, dans la société absorbante, il n'y a pas d'actionnaires jouissant de droits spéciaux ou de détenteurs de titres autres que des actions, il n'y a pas de droits ou d'indemnités visés aux articles précités du Code civil qui doivent être accordés.

b) Bien que les actions émises par la société absorbante soient divisées en deux classes d'actions réparties de manière égales entre les deux actionnaires et qu'elles confèrent des droits différents, les droits existants ne seront pas modifiés par l'opération de fusion transfrontalière envisagée dès lors qu'aucune action nouvelle ne sera émise par la société absorbante.

VI. AVANTAGES PARTICULIERS ATTRIBUÉS AUX EXPERTS QUI EXAMINENT LE PROJET DE FUSION AINSI QU'AUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DES SOCIÉTÉS INTÉRESSÉES PAR LA FUSION (ART. 12:111, AL. 2, 8° DU CODE DES SOCIÉTÉS ET DES ASSOCIATIONS ET ART. 2:333d ET 2:312, PARAGRAPHE 2, SUB D DU CODE CIVIL)

S'agissant d'une fusion simplifiée (opération assimilée à une fusion), aucun rapport de commissaire, de réviseur d'entreprises ou d'expert-comptable certifié ne doit être émis, tant en ce qui concerne la société absorbée qu'en ce qui concerne la société absorbante.

En conséquence, aucun avantage particulier n'est accordé aux experts qui examinent le projet de fusion.

De même, aucun avantage particulier n'est attribué aux administrateurs de la société absorbée, ou aux administrateurs de la société absorbante ou à toute autre personne impliquée dans la fusion transfrontalière.

VII. MESURES D'INCITATION OU SUBVENTIONS ÉVENTUELLES DANS LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDANT LA FUSION TRANSFRONTALIÈRE (ART. 12:111, AL. 2, 8° DU CODE DES SOCIÉTÉS ET DES ASSOCIATIONS)

Ni la société absorbée ni la société absorbante n'ont reçu de mesures d'incitation ou de subventions dans les cinq années précédant la fusion transfrontalière envisagée.

VIII. STATUTS DE LA SOCIÉTÉ ABSORBANTE (ART. 12:111, AL. 2, 9° DU CODE DES SOCIÉTÉS ET DES ASSOCIATIONS ET ART. 2:333d ET 2:312, PARAGRAPHE 2, SUB B DU CODE CIVIL)

La fusion transfrontalière ne nécessitera pas de modifier les statuts de la société absorbante. Pour le bon ordre, une copie de l'acte constitutif et des derniers statuts coordonnés (comportant le texte actuel des statuts) de la société absorbante sont joints en Annexe 1 et ceux-ci peuvent être consultés au greffe du Tribunal de l'entreprise du Hainaut (division Charleroi) (Belgique).

IX. INFORMATIONS SUR LES PROCÉDURES FIXANT, CONFORMÉMENT À LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 94 DU 29 AVRIL 2008, LES MODALITÉS D'IMPLICATION DES TRAVAILLEURS (ART. 12:111, AL. 2, 10° DU CODE DES SOCIÉTÉS ET DES ASSOCIATIONS ET ART. 2:333d ET 2:233k, SUB C DU CODE CIVIL)

Non applicable. La société absorbée n'emploie aucun salarié.

X. ÉVALUATION DU PATRIMOINE ACTIF ET PASSIF TRANSFÉRÉ À LA SOCIÉTÉ ABSORBANTE ET DATE DES COMPTES (ART. 12:111, AL. 2, 11° ET 12° DU CODE DES SOCIÉTÉS ET DES ASSOCIATIONS ET ART. 2:333d, SUB D ET E DU CODE CIVIL)

Les comptes (respectivement les derniers comptes annuels approuvés ou autres comptes annuels établis conformément à l'article 2:313 du Code civil) de la société absorbée utilisés pour déterminer les conditions de la fusion sont ceux arrêtés au 31 décembre 2023.

Le patrimoine actif et passif de la société absorbée, à transférer à la société absorbante, est évalué sur la base de la valeur nette comptable des divers éléments, tels que repris dans les comptes de la société absorbée au jour de la réalisation de la fusion transfrontalière.

XI.DESCRPTION DÉTAILLÉE DE TOUTE COMPENSATION POUR UNE ACTION EN APPLICATION DE L'ART. 2:333H DU CODE CIVIL (ART. 2:333D, SUB F DU CODE CIVIL)

Les articles 2:333d, sub f et 2:333h du Code civil ne s'appliquent pas à la présente fusion.

XII.GARANTIES OFFERTES AUX CRÉANCIERS APRÈS LA FUSION (ART. 12:111, AL. 2, 14° DU CODE DES SOCIÉTÉS ET DES ASSOCIATIONS ET ART. 2:333D, SUB G DU CODE CIVIL)

En ce qui concerne la fusion transfrontalière, aucune garantie particulière ne sera accordée aux créanciers de la société absorbée ou de la société absorbante.

XIII.CALENDRIER INDICATIF PROPOSÉ POUR LA FUSION (ART. 2:333D, SUB H DU CODE CIVIL)

Le calendrier indicatif de la fusion transfrontalière est le suivant :

- 18 juin 2024 ou plus tôt et au plus tard le 28 juin 2024 : dépôt des documents de fusion au greffe du tribunal de l'entreprise du Hainaut (division Charleroi) et dépôt au Registre de Commerce de la Chambre de Commerce des Pays-Bas ;

- en principe au plus tard le 8 juillet 2024 : publication aux Annexes du Moniteur belge et publication au Journal officiel des Pays-Bas ;

- en principe au plus tôt le 9 octobre 2024 : la décision sur la fusion transfrontalière est prise par l'organe compétent de la société absorbée ;

- en principe au plus tôt le 9 octobre 2024 : la décision relative à la fusion transfrontalière est prise par l'organe compétent de la société absorbante ;

- en principe au plus tôt le 9 octobre 2024 : la société absorbée soumet au notaire néerlandais la demande de délivrance de la déclaration visée à l'article 2:334i, paragraphe 3 du Code civil ("certificat préalable à la fusion") ;

- en principe au plus tôt le 9 octobre 2024 : la société absorbante soumet au notaire belge la demande de délivrance du certificat visé à l'article 12 :117, alinéa 2 du Code des sociétés et des associations ;

- en principe au plus tard le 9 décembre 2024 : le notaire néerlandais délivre le certificat préalable à la fusion ;

- en principe dans les deux jours ouvrables après que le notaire néerlandais ait délivré le certificat préalable à la fusion : le notaire néerlandais dépose le certificat préalable à la fusion au Registre de Commerce de la Chambre de Commerce des Pays-Bas ;

- en principe dans les deux jours ouvrables après sa réception par le Registre de Commerce de la Chambre de Commerce des Pays-Bas : l'administrateur du Registre de Commerce de la Chambre de Commerce des Pays-Bas envoie le certificat préalable à la fusion déposé par le notaire néerlandais à la Banque-Carrefour des Entreprises ;

- en principe au plus tard le 9 décembre 2024 : le notaire belge délivre le certificat préalable à la fusion transfrontalière ;

- en principe au plus tard le 16 décembre 2024 : la fusion transfrontalière prend effet.

XIV.EXPLICATION OU RAPPORT ÉCRIT DÉTAILLÉ DU CONSEIL D'ADMINISTRATION (ART. 12:113, § 1 DU CODE DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS ET ART. 2:313 JUNCTO ARTICLE 2:333F DU CODE CIVIL)

Non applicable à la présente fusion transfrontalière en vertu de l'article 12:113, § 1 et § 2 du Code des sociétés et des associations et de l'article 2:333ga du Code civil.

XV.INTENTIONS CONCERNANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION APRÈS LA FUSION TRANSFRONTALIÈRE

La composition actuelle du conseil d'administration de la société absorbée est la suivante :

- TOO'GEZER SRL, inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro 0467.654.618 ; et

- MELIOR Real Estate B.V., inscrite au Registre de Commerce de la Chambre de Commerce sous le numéro 64959902.

La composition actuelle du conseil d'administration de la société absorbante est la suivante :

- la société à responsabilité limitée C.A.I., représentée par son représentant permanent Carl Mestdagh, inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro 0427.151.772, administrateur A ;
- la société à responsabilité limitée Keystone, représentée par son représentant permanent Thomas Rihoux, inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro 0544.558.196, administrateur A ;
- la société à responsabilité limitée ABSOLute Consulting, représentée par son représentant permanent Olivier Beguin, inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro 0633.899.057, administrateur A ;
- la société à responsabilité limitée Xavier Pierlet, représentée par son représentant permanent Xavier Pierlet, inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro 0816.570.843, administrateur A ;
- la société à responsabilité limitée de droit français Clapeyto, représentée par son représentant permanent Patrice Descamps, inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro 0687.880.250, administrateur B et délégué à la gestion journalière ;
- la société à responsabilité limitée Pando, représentée par son représentant permanent Christophe Jonlet, inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro 0843.371.052, administrateur B ;
- la société à responsabilité limitée OSE Management, représentée par son représentant permanent Dorothee Mulliez, inscrite à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0633.899.057, administrateur B ; et
- Madame Céline Sarraf, administrateur B.

Il n'est pas prévu de modifier la composition du conseil d'administration de la société absorbante après la fusion, en raison de cette opération de fusion transfrontalière.

XVI.MESURES PROPOSEES DANS LE CADRE DE LA TRANSITION DE L'ACTIONNARIAT DE LA SOCIETE ABSORBEE (ART. 2:312, PARAGRAPHE 2, SUB G DU CODE CIVIL)

Dans le cas d'une fusion simplifiée entre la société absorbante et sa filiale à 100 %, il n'y a pas de transfert de participation. Les actions représentant le capital de la société absorbée cessent d'exister dès la réalisation de la fusion transfrontalière, en application de l'article 2:325, paragraphe 4 du Code civil.

XVII.INTENTIONS CONCERNANT LA POURSUITE OU LA CESSATION DES ACTIVITÉS (ART. 2:312, PARAGRAPHE 2, SUB H DU CODE CIVIL)

Les activités de la société absorbée seront poursuivies par la société absorbante.

XVIII.APPROBATION DE LA RÉALISATION DE LA FUSION (ART. 2:312, PARAGRAPHE 2, SUB I DU CODE CIVIL)

La décision de réaliser la fusion transfrontalière conformément aux termes du présent projet de fusion n'est pas soumise à l'approbation supplémentaire d'un organe de la société absorbante ou de la société absorbante ou de tout autre tiers.

XIX.EFFETS DE LA FUSION SUR LE GOODWILL ET LES RESERVES DISTRIBUABLES DE LA SOCIETE ABSORBANTE (ART. 2:312, PARAGRAPHE 4 DU CODE CIVIL)

Sur la base des comptes visés au point X. du présent projet commun de fusion transfrontalière, la fusion transfrontalière a un effet positif sur le goodwill comptabilisé dans la société absorbante et n'a aucun effet sur les réserves distribuables de la société absorbante.

XX.MENTIONS COMPLÉMENTAIRES

1.La fusion transfrontalière visée par le présent projet de fusion intervient, comme mentionné, entre deux sociétés étant entendu que la totalité des actions de la société absorbée est détenue par la société absorbante et que ces sociétés et leurs filiales n'ont aucun travailleur.

Aux termes des dispositions légales qui règlent la procédure à suivre pour réaliser une telle fusion transfrontalière, soit les articles 12:113, § 2 et 12:114, § 4 du Code des sociétés et des associations et les articles 2:333g et 2:333ga du Code civil, l'exigence d'établissement de rapports par l'organe d'administration à

l'intention des travailleurs et par le commissaire des sociétés absorbante et absorbée ne s'applique pas et, en l'absence d'émission d'actions par et d'augmentation du capital de la société absorbante, les articles 7:179 et 7:197 du Code des sociétés et des associations ne s'appliquent pas non plus.

Les actionnaires de la société absorbante ont par ailleurs fait part de leur volonté à renoncer, pour autant que de besoin, à l'établissement de ces rapports.

2. Les documents dont la loi impose le dépôt au greffe et/ou communiqués et/ou mis à la disposition de l'actionnaire unique de la société absorbée et aux actionnaires de la société absorbante, à savoir :

- le présent projet commun de fusion transfrontalière (art. 12:115, § 2, al. 1er, 1° du Code des sociétés et des associations et art. 2:314 du Code civil) ;

- les comptes annuels de la société absorbée et de la société absorbante des trois derniers exercices (art. 12:115, § 2, al. 1er, 3° du Code des sociétés et des associations et art. 2:314 du Code civil) ;

- les rapports de gestion du conseil d'administration de la société absorbée et de la société absorbante des trois derniers exercices (art. 12:115, § 2, al. 1er, 4° du Code des sociétés et des associations art. 2:314 du Code civil) ;

- les rapports du commissaire de la société absorbée et de la société absorbante des trois derniers exercices (art. 12:115, § 2, al. 1er, 4° du Code des sociétés et des associations et art. 2:314 du Code civil) ;

- les statuts actuels de la société absorbante (art. 2:312, paragraphe 2, sub b du Code civil) ;

- l'avis à l'attention des parties prenantes de la société absorbée et de la société absorbante (art. 2:333e du Code civil).

seront (i) déposés auprès du Registre de Commerce de la Chambre de Commerce des Pays-Bas, (ii) mis à disposition au siège de la société absorbante et de la société absorbée au moment du dépôt auprès du Registre des Pays-Bas précité et (iii) mis à disposition des actionnaires de la société absorbante au siège de la société absorbante, au plus tard six semaines avant la date à laquelle les résolutions du conseil d'administration de la société absorbante et de l'assemblée générale de la société absorbée sur la fusion transfrontalière seront adoptées, et les actionnaires et les créanciers qui disposent d'un droit d'opposition sur la base de l'article 12:112/1 du Code des sociétés et des associations, pourront obtenir gratuitement copie de ces documents, conformément aux articles 12:115, § 3 et 12:116, § 2 du Code des sociétés et des associations et à l'article 2:314 du Code civil.

3. Le présent projet de fusion transfrontalière sera soumis à l'approbation de l'assemblée générale de la société absorbée trois mois au moins après sa publication au Journal Officiel des Pays-Bas (« Staatscourant »), et ce, conformément à l'article 2 :333 b du Code civil et à l'approbation du conseil d'administration de la société absorbante, trois mois au moins après sa publication aux annexes du Moniteur belge, et ce, conformément aux dispositions de l'article 12:112 du Code des sociétés et des associations.

4. La fusion transfrontalière constitue un transfert d'actifs de la société absorbée à la société absorbante, entraînant l'application de la taxe néerlandaise sur les transferts de biens immobiliers (RETT) en vertu des articles 2 et 4 de la loi néerlandaise RETT (Wet op Belastingen van Rechtsverkeer). L'acquisition qui doit être réalisée par la fusion transfrontalière, bénéficie de l'exonération pour les restructurations d'entreprise au sens de l'article 15, section 1, sub h de la loi néerlandaise RETT (Wet op Belastingen van Rechtsverkeer), lu en conjonction avec l'article 5b du décret RETT néerlandais. La société absorbée et la société absorbante doivent déposer, respectivement, une notification RETT dans les deux semaines suivant la fusion et une déclaration RETT invoquant l'exonération RETT, dans les quatre semaines suivant la fusion.

5. Conformément à l'article 14b, section 1 de la loi néerlandaise relative à l'impôt sur les sociétés (Wet op de vennootschapsbelasting), la fusion transfrontalière entraîne un transfert de tous les actifs, passifs, activités et fonctions de la société absorbée à la société absorbante. Ce transfert est reconnu comme un événement imposable et exécuté selon le principe at arm's length sur la base d'une juste valeur de marché. La fusion transfrontalière ne remplit pas les conditions requises pour bénéficier du mécanisme de transfert fiscalement neutre prévu à l'article 14b, section 2 ou section 3 de la loi néerlandaise relative à l'impôt sur les sociétés, étant donné que les droits d'imposition ne peuvent être maintenus en l'absence d'un établissement permanent demeurant aux Pays-Bas.

En leur qualité d'organe d'administration de la société absorbée et de la société absorbante, le conseil d'administration de la société absorbée et le conseil d'administration de la société absorbante, ou leur mandataire dûment habilité, déposent le présent projet commun de fusion transfrontalière au greffe du Tribunal de l'entreprise de Charleroi et au Journal Officiel des Pays-Bas (« Staatscourant ») en principe au plus tard le 28 juin 2024, en vue de sa publication.

Les publications contiendront au moins les données visées à l'article 12:112, alinéa 2 du Code des sociétés et des associations et aux articles 2:314 et 2:333d du Code civil.

Le présent projet de fusion transfrontalière est établi, le 17 juin 2024, en six exemplaires, dont trois exemplaire(s) destinés à être déposés au greffe du Tribunal de l'entreprise du Hainaut (division Charleroi), un exemplaire est destiné à être déposé au Registre de Commerce de la Chambre de Commerce des Pays-Bas et les deux autres exemplaires sont destinés à être conservés au siège de la société absorbée et au siège de la société absorbante.

GEMEENSCHAPPELIJKE ONTWERPVOORWAARDEN VAN GRENDOVERSCHRIJDENDE FUSIE (FUSIEVOORSTEL)

Overeenkomstig artikel 12:111 van het Belgische Wetboek van vennootschappen en verenigingen (het "Wetboek van vennootschappen en verenigingen") en artikel 2:312 van het Nederlandse Burgerlijk Wetboek (het "Burgerlijk Wetboek") hebben de besturen van de Belgische naamloze vennootschap Duodev ("Duodev") en de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid onder Nederlands recht Duodev Nederland Holding B.V. ("DNH") overeenstemming bereikt over het onderhavige voorstel voor een grensoverschrijdende fusie naar Belgisch en Nederlands recht (hierna te noemen een "grensoverschrijdende fusie").

De besturen van Duodev en DNH zijn voornemens te besluiten een grensoverschrijdende fusie tot stand te brengen tussen DNH, als verdwijnende vennootschap (de "verdwijnende vennootschap"), en Duodev, als verkrijgende vennootschap (de "verkrijgende vennootschap"), waarbij Duodev alle vermogensbestanddelen van de verdwijnende vennootschap onder algemene titel verkrijgt van DNH, en DNH als gevolg daarvan ophoudt te bestaan.

I. VENNOOTSCHAPPEN DIE DEELNEMEN AAN DE VOORGENOMEN FUSIE EN NOTARISSEN (ART. 12:111, ONDER 2, 1° TOT EN MET 1/2° VAN HET WETBOEK VAN VENNOOTSCHAPPEN EN VERENIGINGEN EN ART. 2:312 EN 2:333d VAN HET BURGERLIJK WETBOEK)

A. Rechtsvorm, naam, statutaire zetel en communicatie

1. Verdwijnende vennootschap: Duodev Nederland Holding B.V.

De verdwijnende vennootschap is Duodev Nederland Holding B.V., een besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid naar Nederlands recht, statutair gevestigd te Amsterdam, kantoor houdende te Prof. W.H. Keesomlaan 1, 4.24 - 4-25, 1183 DJ Amstelveen.

Deze verdwijnende vennootschap is opgericht bij notariële akte van oprichting, verleden voor mr. C.J.M. van Gool, notaris te Amsterdam, op 23 mei 2018.

De statuten van de verdwijnende vennootschap zijn sinds de oprichting niet gewijzigd.

De verdwijnende vennootschap is ingeschreven in het handelsregister van de Kamer van Koophandel onder nummer 71707689.

Op 31 december 2023 bedroeg het geplaatste aandelenkapitaal van de verdwijnende vennootschap honderd euro (EUR 100), verdeeld in honderd (100) volgestorte aandelen, genummerd 1 tot en met 100, met een nominale waarde van één euro (EUR 1) elk.

Alle aandelen in het kapitaal van de verdwijnende vennootschap worden gehouden door één aandeelhouder, namelijk de verkrijgende vennootschap Duodev, een naamloze vennootschap naar Belgisch recht, met zetel te 6041 Charleroi (België), kantoor houdende te Jean Mermozlaan 1, box 4 Charleroi (België) en ingeschreven in het register van de Kruispuntbank voor Ondernemingen onder nummer 0687.986.158 (Rechtspersonenregister en ondernemingsrechtbank Hainaut, afdeling Charleroi (België)) (als hierboven ook gedefinieerd als "Duodev" en tevens als "verkrijgende vennootschap"). Als gevolg daarvan zijn op grond van artikel 2:333 van het Burgerlijk wetboek, de artikelen 2:326 tot en met 2:328 van het Burgerlijk Wetboek niet van toepassing op de grensoverschrijdende fusie.

Het elektronische adres van de verdwijnende vennootschap waarnaar elke mededeling geldig kan worden verzonden, is als volgt: aude.michel@equilis.net.

2. Verkrijgende vennootschap: Duodev SA

De verkrijgende vennootschap is Duodev, een naamloze vennootschap naar Belgisch recht, met zetel te 6041 Charleroi (België), Jean Mermozlaan 1, bus 4.

De verkrijgende vennootschap werd opgericht bij akte verleden voor notaris Olivier Vandenbroucke, wonende te Lambusart (België), op 10 januari 2018, bekendgemaakt in de bijlagen tot het Belgisch Staatsblad van 18 januari 2018, onder nummer 18302136.

De statuten van de verkrijgende vennootschap werden voor de laatste maal gewijzigd bij akte verleden voor notaris Olivier Vandenbroucke, wonende te Lambusart (België), op 9 maart 2023, bekendgemaakt in de bijlagen tot het Belgisch Staatsblad van 5 april 2023, onder nummer 23330838 onder meer om haar statuten in overeenstemming te brengen met de bepalingen van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen.

De verkrijgende vennootschap is geregistreerd bij de Kruispuntbank van Ondernemingen onder nummer 0687.986.158 (Rechtspersonenregister en ondernemingsrechtbank Hainaut, afdeling Charleroi (België)).

Op 31 december 2023 bedroeg het kapitaal van de verkrijgende vennootschap drie miljoen eenenzestigduizend vijfhonderd euro (EUR 3.061.500), bestaande uit drie miljoen eenenzestigduizend vijfhonderd (3.061.500) volledig volgestorte aandelen op naam zonder nominale waarde, verdeeld in (i) een miljoen vijfhonderddertigduizend zevenhonderdvijftig (1.530.750) aandelen van de categorie A en (ii) een miljoen vijfhonderddertigduizend zevenhonderdvijftig (1.530.750) aandelen van de categorie B.

De aandelen van de verkrijgende vennootschap zijn op heden in gelijke delen in handen van twee aandeelhouders: i) de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Too'Gezer, gevestigd te 7520 Ramegnies-Chin, chaussée de Tournai 52/1 (België), ingeschreven bij de Kruispuntbank voor Ondernemingen onder nummer 0467.654.618 (Rechtspersonenregister en ondernemingsrechtbank Hainaut, afdeling Tournai (België)) en (ii) de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid JEC INVEST, gevestigd te 6041 Charleroi (België), avenue Jean Mermoz 1, bus 4, ingeschreven bij de Kruispuntbank voor Ondernemingen onder nummer 0893.987.038 (Rechtspersonenregister en ondernemingsrechtbank Hainaut, afdeling Charleroi (België)).

Het e-mailadres van de verkrijgende vennootschap waarnaar alle communicatie geldig kan worden verzonden, is als volgt: aude.michel@equilis.net.

Noch de rechtsvorm, noch de naam, noch het doel en de zetel van de verkrijgende vennootschap worden bij de grensoverschrijdende fusie gewijzigd (art. 12:111, § 2, 1° Wetboek Vennootschappen en Verenigingen).

B.DOEL

3.DNH

In overeenstemming met artikel 3 van haar statuten heeft DNH het volgende doel:

" De vennootschap heeft ten doel:

a.het deelnemen in, het financieren van, het samenwerken met, het besturen van vennootschappen en andere ondernemingen en het verlenen van adviezen en andere diensten;

b.het beleggen en beheren van vermogen;

c.het verstrekken en aangaan van geldleningen;

d.het verstrekken van zekerheden voor schulden van rechtspersonen of andere vennootschappen die met haar in een groep verbonden zijn of voor schulden van derden;

e.het verrichten van al hetgeen met het vorenstaande verband houdt of daartoe bevorderlijk kan zijn, alles in de ruimste zin van het woord".

4.Duodev

In overeenstemming met artikel 3 van haar statuten heeft Duodev het volgende doel:

" De vennootschap heeft tot doel (i) het uitvoeren, zowel in België als in het buitenland, voor eigen rekening of voor rekening van derden, van alle vastgoedverrichtingen in de ruimste zin, zowel van juridische als van technische aard, met uitzondering van de makelaardij, en (ii) het nemen van belangen in vennootschappen die tot doel hebben dergelijke vastgoedverrichtingen uit te voeren.

Vastgoedtransacties omvatten, maar zijn niet beperkt tot, alle transacties met betrekking tot onroerende goederen:

5.aankoop, verkoop, ruil van onroerend goed, creatie of overdracht van onroerend goed rechten, huur en/of leasing van alle onroerend goed en onroerend goed rechten;

6.bouw, renovatie, verbouwing of sloop van een woning;

7.alle financiële, commerciële, promotionele en juridische regelingen met betrekking tot onroerend goed en zakelijke rechten, waaronder leasing van onroerend goed en concessies;

8.alle diensten met betrekking tot de bouw of tot de bovengenoemde juridische vastgoedtransacties.

Ze mag in het bijzonder vastgoed, al dan niet gebouwd, kopen, verkopen, leasen of verhuren, er alle onroerende of persoonlijke rechten op verlenen of aanvaarden, het verdelen in percelen, urbaniseren of herontwikkelen, alle ontwikkelingsactiviteiten uitvoeren en alle technische, juridische en financiële adviezen en bijstand verlenen in vastgoedaangelegenheden.

Ze mag ook leningen verstrekken aan bedrijven en optreden als borg of borg, ook op basis van een hypotheek; ze mag alle bestuurs- of managementfuncties en gelijkaardige functies uitoefenen.

De Vennootschap mag, in de ruimste zin van het woord, alle burgerlijke, commerciële, industriële, financiële of andere handelingen stellen die rechtstreeks of onrechtstreeks verband houden met haar maatschappelijk doel of die haar ontwikkeling kunnen bevorderen, en mag in deze context op om het even welke manier een belang nemen in om het even welke onderneming of vennootschap.

De vennootschap kan participaties verwerven, in het bijzonder door inbreng of aankoop, in vennootschappen met een gelijkaardig doel als het hare.

5. Geschiktheid

Er is gelijkenis tussen het statutaire doel van de verdwijnende vennootschap en de verkrijgende vennootschap die betrokken zijn bij deze grensoverschrijdende fusie door overneming, met name gelet op het feit dat zowel de verdwijnende vennootschap als de verkrijgende vennootschap actief zijn in enkel de vastgoedsector.

C.Optredende notarissen

6.DNH

Voor de verdwijnende vennootschap DNH zal mr. J.H. Bennebroek Gravenhorst, notaris te Amsterdam, (Nederland), met als e-mailadres: h.gravenhorst@lexence.com de verklaring afgeven als bedoeld in artikel 2:333i lid 3 van het Burgerlijk Wetboek.

7.Duodev

Voor de verkrijgende vennootschap Duodev zal Louis-Philippe of François Marcelis, elk notaris te Brussel (België), met als e-mail adres respectievelijk: lpm@marcelis-not.be en frm@marcelis-not.be, het attest als bedoeld in artikel 12:117 van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen afgeven en, indien van toepassing, de totstandkoming van de grensoverschrijdende fusie aantekenen.

II.BESCHRIJVING VAN DE VERRICHTING

8.Principe

Alle activa en passiva van de verdwijnende vennootschap zullen per voltooiing van de voorgestelde grensoverschrijdende fusie onder algemene titel overgaan op de verkrijgende vennootschap, waarbij de verdwijnende vennootschap ophoudt te bestaan.

9.Gevolgen

Overeenkomstig artikel 12:108 van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen en artikel 2:309 en 2:311 van het Burgerlijk Wetboek heeft de grensoverschrijdende fusie automatisch en gelijktijdig de volgende rechtsgevolgen:

- alle activa en passiva van de verdwijnende vennootschap gaan onder algemene titel over op de verkrijgende vennootschap;

- de verdwijnende vennootschap zal van rechtswege ophouden te bestaan, als gevolg van de fusie.

III.WAARSCHIJNLIJKE GEVOLGEN VAN EEN GRENSOVERSCHRIJDENDE FUSIE VOOR DE WERKGELEGENHEID (ART. 12:111, STREEPJE 2, 4° VAN HET VERENIGINGEN- EN ASSOCIATIECODE EN ART. 2:333d SUB B VAN HET BURGERLIJK WETBOEK)

Niet van toepassing. De verdwijnende vennootschap heeft geen werknemers.

IV.DATUM VANAF WANNEER DE VERRICHTINGEN VAN DE VERDWIJNENDE VENNOOTSCHAP BOEKHOUDKUNDIG GEACHT WORDEN TE ZIJN UITGEVOERD VOOR REKENING VAN DE VERKRIJGENDE VENNOOTSCHAP (ART. 12:111, STREEPJE 2, 6° VAN HET WETBOEK VAN VENNOOTSCHAPPEN EN VERENIGINGEN EN ART. 2:312 LID 2 SUB F VAN HET BURGERLIJK WETBOEK).

De grensoverschrijdende fusie wordt uitgevoerd zonder boekhoudkundige terugwerkende kracht, derhalve op de datum waarop de fusie van kracht wordt.

Het tijdstip met ingang waarvan de financiële gegevens van de verdwijnende vennootschap zullen worden verantwoord in de jaarstukken van de verkrijgende vennootschap (als bedoeld in art. 2:312 lid 2 sub f van het burgerlijk wetboek), is met ingang van de datum waarop de fusie van kracht wordt. Derhalve zal het laatste boekjaar van de verdwijnende vennootschap eindigen op de dag voorafgaand aan de dag waarop de fusie van kracht wordt.

V.BIJZONDERE RECHTEN (ART. 12:111, STREEPJE 2, 7° VAN HET WETBOEK VAN VENNOOTSCHAPPEN EN VERENIGINGEN EN ART. 2:333d EN 2:312 LID 2 SUB C VAN HET BURGERLIJK WETBOEK)

Alle door de verdwijnende vennootschap uitgegeven aandelen zijn identiek en verlenen dezelfde rechten en voordelen aan de houder ervan, zijnde de verkrijgende vennootschap, en de verdwijnende vennootschap heeft geen andere effecten uitgegeven dan deze aandelen. Er zijn dus geen speciale rechten die de verkrijgende vennootschap toekent aan de houders van aandelen van de verdwijnende vennootschap.

Daarom worden in dit verband geen specifieke maatregelen voorgesteld, des te meer gelet op het feit dat de verkrijgende vennootschap de enig aandeelhouder is van de verdwijnende vennootschap, en er derhalve geen nieuwe aandelen worden toegekend door de verkrijgende vennootschap in het kader van voltooiing van de grensoverschrijdende fusie, en de aandelen van de verdwijnende vennootschap simpelweg komen te vervallen, dit alles in overeenstemming met artikel 12:57 juncto 12:106 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Voor zover nodig, wordt in aanvulling daarop bevestigd dat:

- a.Aangezien er geen (rechts)personen zijn die, anders dan als aandeelhouder bijzondere rechten als bedoeld in artikel 2:320 juncto artikel 2:312 lid 2 sub c Burgerlijk Wetboek jegens de verdwijnende vennootschap hebben, zoals rechten op uitkering van winst of tot het nemen van aandelen, en er in de verkrijgende vennootschap geen aandeelhouders zijn die bijzondere rechten genieten noch houders van effecten anders dan aandelen, behoeven er geen rechten of vergoedingen als bedoeld in voormelde wetsartikelen, te worden toegekend.

- b.Hoewel de door de verkrijgende vennootschap uitgegeven aandelen verdeeld zijn in twee soorten aandelen die gelijkelijk verdeeld zijn tussen de twee aandeelhouders en verschillende rechten verlenen, zullen de bestaande rechten niet worden aangetast door de voorgenomen grensoverschrijdende fusie aangezien er geen nieuwe aandelen zullen worden uitgegeven door de verkrijgende vennootschap.

VI.BIJZONDERE VOORDELEN TOEGEKEND AAN DE DESKUNDIGEN DIE HET FUSIEVOORSTEL ONDERZOEKEN EN AAN DE LEDEN VAN HET BESTUUR VAN DE VENNOOTSCHAPPEN DIE AAN DE FUSIE DEELNEMEN (ART. 12:111, STREEPJE 2, 8° VAN HET WETBOEK VAN VENNOOTSCHAPPEN EN VERENIGINGEN EN Art. 2:333d EN 2:312 LID 2 SUB D VAN HET BURGERLIJK WETBOEK)

Aangezien dit een (verricht gelijkgesteld aan een) vereenvoudigde fusie is, hoeft er noch voor de verdwijnende vennootschap, noch voor de verkrijgende vennootschap een verklaring van de commissaris, de bedrijfsrevisor of de beëdigde accountant te worden afgegeven.

Bijgevolg worden er geen speciale voordelen toegekend aan de deskundigen die de fusievoorwaarden onderzoeken.

Evenzo worden er geen speciale voordelen toegekend aan de bestuurders van de verdwijnende vennootschap of aan de bestuurders van de verkrijgende vennootschap of aan een ander die bij de fusie is betrokken.

VII.EVENTUELE STIMULANSEN OF SUBSIDIES IN DE VIJF JAAR VOORAFGAAND AAN DE GRENSOVERSCHRIJDENDE FUSIE (ART. 12:111, STREEPJE 2, 8° VAN HET WETBOEK VAN VENNOOTSCHAPPEN EN VERENIGINGEN)

Noch de verdwijnende vennootschap, noch de verkrijgende vennootschap heeft in de vijf jaar voorafgaand aan de voorgenomen grensoverschrijdende fusie faciliteiten of subsidies ontvangen.

VIII.ARTIKEL VAN DE VERKRIJGENDE VENNOOTSCHAP (ART. 12:111, STREEPJE 2, 9° VAN HET WETBOEK VAN VENNOOTSCHAPPEN EN VERENIGINGEN EN ART. 2:333d EN 2:312 LID 2 SUB B VAN HET BURGERLIJK WETBOEK)

De grensoverschrijdende fusie vereist geen wijziging van de statuten van de verkrijgende vennootschap. Gemakshalve zijn een kopie van de oprichtingsakte en de tekst van de statuten van de verkrijgende vennootschap zoals deze thans luiden zijn bijgevoegd in Bijlage 1 en kunnen deze worden geraadpleegd op de griffie van de ondernemingsrechtbank van Hainaut, afdeling Charleroi (België).

IX.INFORMATIE OVER DE PROCEDURES TOT VASTSTELLING, OVEREENKOMSTIG DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 94 VAN 29 APRIL 2008, VAN DE PROCEDURES VOOR DE INVLOED VAN WERKNEMERS (ART. 12:111, STREEPJE 2, 10° VAN HET WETBOEK VAN VENNOOTSCHAPPEN EN VERENIGINGEN EN ART. 2:333d SUB C EN 2:233k VAN HET BURGERLIJK WETBOEK)

Niet van toepassing. De verdwijnende vennootschap heeft geen werknemers.

X.WAARDERING VAN DE ACTIVA EN PASSIVA DIE NAAR DE VERKRIJGENDE VENNOOTSCHAP ZIJN OVERGEBRACHT EN DATUM VAN DE JAARREKENINGEN (ART. 12:111, STREEPJE 2, 11° EN 12° VAN HET WETBOEK VAN VENNOOTSCHAPPEN EN VERENIGINGEN EN ART. 2:333D SUB D EN E VAN HET BURGERLIJK WETBOEK)

De cijfers (cq. laatst vastgestelde of krachtens artikel 2:313 van het Burgerlijk Wetboek opgemaakte jaarrekening) van de verdwijnende vennootschap die is gebruikt om de voorwaarden voor de fusie vast te stellen, zijn die per 31 december 2023.

De activa en passiva van de verdwijnende vennootschap, alsdan overgedragen aan de verkrijgende vennootschap, worden gewaardeerd op basis van de netto boekwaarde van de verschillende posten, zoals opgenomen in de rekeningen van de verkrijgende vennootschap bij de voltooiing van de grensoverschrijdende fusie.

XI.NADERE OMSCHIJVING VAN DE SCHADELOOSSTELLING VOOR EEN AANDEEL BIJ TOEPASSING VAN ARTIKEL 2:333H BW (ART. 2:333d SUB F VAN HET BURGERLIJK WETBOEK)

Artikel 2:333d sub f en artikel 2:333h van het Burgerlijk Wetboek zijn niet van toepassing op deze fusie.

XII.GARANTIES AANGEBODEN AAN SCHULDEISERS NA DE FUSIE (ART. 12:111, STREEPJE 2, 14° WETBOEK VENNOOTSCHAPPEN EN VERENIGINGEN EN ART. 2:333D SUB G VAN HET BURGERLIJK WETBOEK)

In het kader van de grensoverschrijdende fusie worden geen speciale garanties of andere waarborgen toegekend aan de schuldeisers van de verdwijnende vennootschap of de verkrijgende vennootschap.

XIII.HET VOORGESTELDE INDICATIEVE TIJDSHEMA VOOR DE FUSIE (ART. 2:333d SUB H VAN HET BURGERLIJK WETBOEK)

Het indicatieve tijdschema voor de grensoverschrijdende fusie is als volgt:

-18 juni 2024 of op een eerdere datum en uiterlijk op 28 juni 2024: nederlegging van de fusiedocumentatie ter griffie van de ondernemingsrechtbank van Hainaut, afdeling Charleroi (België) en deponering bij het handelsregister van de Kamer van Koophandel;

-In beginsel niet later dan 8 juli 2024: publicatie in de bijlagen van het Belgisch Staatsblad en publicatie in de Nederlandse Staatscourant;

-in beginsel niet eerder dan 9 oktober 2024: het besluit tot de grensoverschrijdende fusie wordt genomen door het betreffende orgaan van de verdwijnende vennootschap;

-in beginsel niet eerder dan 9 oktober 2024: het besluit tot de grensoverschrijdende fusie wordt genomen door het betreffende orgaan van de verkrijgende vennootschap;

-in beginsel niet eerder dan 9 oktober 2024: de verdwijnende vennootschap dient bij de Nederlandse notaris de aanvraag in voor afgifte van de verklaring als bedoeld in artikel 2:334i lid 3 van het Burgerlijk Wetboek ("pre-fusie attest");

-in beginsel niet eerder dan 9 oktober 2024: de verkrijgende vennootschap dient bij de Belgische notaris de aanvraag in voor afgifte van de verklaring als bedoeld in artikel 12:117, § 2 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;

-in beginsel niet later dan 9 december 2024: de Nederlandse notaris geeft het pre-fusie attest af;

-in principe 2 werkdagen nadat de Nederlandse notaris het pre-fusie attest heeft afgegeven, deponeert de Nederlandse notaris het pre-fusie attest bij het handelsregister van de Kamer van Koophandel;

-in principe 2 werkdagen nadat het handelsregister van de Kamer van Koophandel het pre-fusie attest heeft ontvangen: deelt de beheerder van het handelsregister van de Kamer van Koophandel het door de Nederlandse notaris gedeponeerde pre-fusie attest met de Kruispuntbank van Ondernemingen;

-in beginsel niet later dan 9 december 2024: de Belgische notaris geeft het pre-fusie attest af;

-in beginsel niet later dan 16 december 2024: de grensoverschrijdende fusie wordt van kracht.

XIV.TOELICHTING OF NAUWKEURIG SCHRIFTELIJK VERSLAG VAN HET BESTUUR (ART. 12:113, PAR 1 VAN HET WETBOEK VAN VENNOOTSCHAPPEN EN VERENIGINGEN EN 2:313 JO 2:333F VAN HET BURGERLIJK WETBOEK)

Niet van toepassing op de onderhavige grensoverschrijdende fusie op grond van artikel 12:113, § 1 en § 2 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en artikel 2:333ga lid 2 van het Burgerlijk Wetboek.

XV.VOORNEMENS OVER DE SAMENSTELLING VAN HET BESTUUR OF RAAD VAN COMMISSARISSSEN NA DE FUSIE (ART. 2:312 LID 2 SUB E VAN HET BURGERLIJK WETBOEK)

De huidige samenstelling van het bestuur van de verdwijnende vennootschap is:

-TOO'GEZER BV, ingeschreven in de Kruispuntbank voor Ondernemingen onder nummer 0467.654.618; en

-MELIOR Real Estate B.V., ingeschreven in het handelsregister van de Kamer van Koophandel onder nummer 64959902.

De huidige samenstelling van het bestuur van de verkrijgende vennootschap is:

-De besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid C.A.I., vertegenwoordigd door diens permanent vertegenwoordiger Carl Mestdagh, ingeschreven in het register van de Kruispuntbank voor Ondernemingen onder nummer 0427.151.772, bestuurder A;

-De besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Keystone, vertegenwoordigd door diens permanent vertegenwoordiger Thomas Rihoux, ingeschreven in het register van de Kruispuntbank voor Ondernemingen onder nummer 0544.558.196, bestuurder A;

-De besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid ABSOolute Consulting, vertegenwoordigd door diens permanent vertegenwoordiger Olivier Beguin, ingeschreven in het register van de Kruispuntbank voor Ondernemingen onder nummer 0633.899.057, bestuurder A;

-De besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Xavier Pierlet, vertegenwoordigd door diens permanent vertegenwoordiger Xavier Pierlet, ingeschreven in het register van de Kruispuntbank voor Ondernemingen onder nummer 0816.570.843, bestuurder A;

-De besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid naar Frans recht Clapeyto, vertegenwoordigd door diens permanent vertegenwoordiger Patrice Descamps, ingeschreven in het register van de Kruispuntbank voor Ondernemingen onder nummer 0687.880.250, bestuurder B en afgevaardigde voor dagelijks management;

-De besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Pando, vertegenwoordigd door diens permanent vertegenwoordiger Christophe Jonlet, ingeschreven in het register van de Kruispuntbank voor Ondernemingen onder nummer 0843.371.052, bestuurder B;

-De besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid OSE Management, vertegenwoordigd door diens permanent vertegenwoordiger Dorothee Mulliez, ingeschreven in het register van de Kruispuntbank voor Ondernemingen onder nummer 0633.899.057, bestuurder B;

-Céline Sarraf, bestuurder B.

Er bestaat geen voornemen na de fusie wijziging te brengen in de samenstelling van het bestuur van de verkrijgende vennootschap als gevolg van de grensoverschrijdende fusie.

XVI.VOORGENOMEN MAATREGELEN IN VERBAND MET DE OVERGANG VAN HET AANDEELHOUDERSCHAP VAN DE VERDWIJNENDE VENNOOTSCHAP (ART. 2:312 LID 2 SUB G VAN HET BURGERLIJK WETBOEK)

In onderhavig geval van een vereenvoudigde grensoverschrijdende fusie tussen de verdwijnende vennootschap en diens enig aandeelhouder, is geen sprake van overgang van aandeelhouderschap. De aandelen in het kapitaal van de verdwijnende vennootschap vervallen met toepassing van artikel 2:325 lid 4 BW per het moment van voltooiing van de grensoverschrijdende fusie.

XVII.VOORNEMENS OMTRENT VOORTZETTING OF BEËINDIGING VAN WERKZAAMHEDEN (ART. 2:312 LID 2 SUB H VAN HET BURGERLIJK WETBOEK).

De werkzaamheden van de verdwijnende vennootschap worden voortgezet door de verkrijgende vennootschap.

XVIII.GOEDKEURING VAN HET BESLUIT TOT FUSIE (ART. 2:312 LID 2 SUB I VAN HET BURGERLIJK WETBOEK).

Het besluit tot fusie heeft niet de goedkeuring van enig orgaan van de verdwijnende vennootschap of de verkrijgende vennootschap noch van enige andere derde.

XIX.INVLOED VAN DE FUSIE OP DE GROOTTE VAN DE GOODWILL EN DE UITKEERBARE RESERVES VAN DE VERKRIJGENDE VENNOOTSCHAP (ART. 2:312 LID 4 VAN HET BURGERLIJK WETBOEK).

Op basis van de jaarrekening bedoeld onder X., heeft de fusie een positieve invloed op de grootte van de goodwill opgenomen in de boekhouding van de verkrijgende vennootschap en geen invloed op de uitkeerbare reserves van de verkrijgende vennootschap.

XX.AANVULLENDE INFORMATIE

1.De grensoverschrijdende fusie waarnaar in dit fusievoorstel wordt verwezen, vindt, zoals gezegd, plaats tussen twee vennootschappen met dien verstande dat alle aandelen van de verdwijnende vennootschap in het bezit zijn van de verkrijgende vennootschap, en met dien verstande dat noch de verkrijgende vennootschap noch de verdwijnende vennootschap werknemers in dienst heeft.

Op grond van de wettelijke bepalingen die de procedure regelen die moet worden gevolgd voor een dergelijke grensoverschrijdende fusie, te weten de artikelen 12:113, § 2 en 12:114, § 4 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en de artikelen 2:333g en 2:333ga van het Burgerlijk Wetboek, is het vereiste van het opstellen van verslagen door de raad van bestuur voor de werknemers en door de verplichte accountant van de verkrijgende en de verdwijnende vennootschap niet van toepassing, en bij gebreke van een uitgifte van aandelen door en een vermeerdering van het kapitaal van de verkrijgende vennootschap, zijn de artikelen 7:179 en 7:197 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen evenmin van toepassing.

De aandeelhouders van de verkrijgende vennootschap hebben zich ook bereid verklaard om, voor zover nodig, afstand te doen van het opstellen van deze verslagen.

2. De documenten die volgens de wet moeten worden ingediend bij het register en/of ter beschikking worden gesteld aan de enige aandeelhouder van de verdwijnende vennootschap en aan de aandeelhouders van de verkrijgende vennootschap, te weten:

- dit gemeenschappelijk voorstel voor een grensoverschrijdende fusie (art. 12:115, § 2, streepje 1, 1° van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en art. 2:314 van het Burgerlijk Wetboek);

- de jaarrekeningen van de verdwijnende vennootschap en van de verkrijgende vennootschap over de laatste drie boekjaren (art. 12:115, § 2, streepje 1, 3° Wetboek Vennootschappen en Verenigingen en art. 2:314 e van het Burgerlijk Wetboek);

- de bestuursverslagen van het bestuur van de verdwijnende vennootschap en van de verkrijgende vennootschap over de laatste drie boekjaren (art. 12:115, § 2, streepje 1, 4° Wetboek Vennootschappen en Verenigingen art. 2:314 van het Burgerlijk Wetboek);

- de verslagen van de accountant van de verdwijnende vennootschap en van de verkrijgende vennootschap over de laatste drie boekjaren (art. 12:115, § 2, streepje 1, 4° Wetboek van vennootschappen en verenigingen en art. 2:314 van het Burgerlijk Wetboek);

- de huidige statuten van de verkrijgende vennootschap (art. 2:312 lid 2 sub b. van het Burgerlijk Wetboek);

- De kennisgeving aan de belanghebbenden van de verdwijnende vennootschap en de verkrijgende vennootschap (art. 2:333e van het Burgerlijk Wetboek).

zullen (i) worden gedeponereerd bij het Nederlandse handelsregister van de Kamer van Koophandel, (ii) worden neergelegd ten kantore van de verkrijgende vennootschap en de verdwijnende vennootschap op het moment van deponering bij voornoemd handelsregister en (iii) ter beschikking gesteld aan de aandeelhouders van de verkrijgende vennootschap ten kantore van de verkrijgende vennootschap, uiterlijk zes weken voor de datum waarop de algemene vergadering of het bestuur van de verkrijgende vennootschap en de verdwijnende vennootschap een besluit nemen over de grensoverschrijdende fusie en de aandeelhouders, en schuldeisers die een recht van verzet hebben op grond van artikel 12:112/1 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, kunnen kosteloos een afschrift van deze stukken verkrijgen, overeenkomstig de artikelen 12:115, § 3 en 12:116, § 2 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en de artikelen 2:314 van het Burgerlijk Wetboek.

3.Dit voorstel voor een grensoverschrijdende fusie zal worden voorgelegd aan de algemene vergadering van de verdwijnende vennootschap minste drie maanden na publicatie daarvan in de Nederlandse Staatscourant, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 2:333b tot en met 2:333ha van het Burgerlijk Wetboek, en zal worden voorgelegd aan het bestuur van de verkrijgende vennootschap minste drie maanden na publicatie daarvan in de bijlagen van de Belgische Staatscourant, overeenkomstig de bepalingen van artikel 12:112 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

4.De grensoverschrijdende fusie vormt een overgang van activa van de verdwijnende vennootschap naar de verkrijgende vennootschap, waardoor Nederlandse overdrachtsbelasting is verschuldigd op grond van de artikelen 2 en 4 van de Wet op Belastingen van Rechtsverkeer. De overname die middels onderhavige grensoverschrijdende fusie wordt gerealiseerd, berust op de vrijstelling voor interne reorganisaties op grond van artikel 15, lid 1, onder h van de Wet op Belastingen van Rechtsverkeer, in samenhang met artikel 5b van het Besluit op Belastingen van Rechtsverkeer. De verdwijnende vennootschap en de verkrijgende vennootschap dienen respectievelijk binnen twee weken na de fusie een overdrachtsbelasting-melding en binnen vier weken na de fusie een overdrachtsbelasting-aangifte met een beroep op de overdrachtsbelasting-vrijstelling in.

5.Overeenkomstig artikel 14b, lid 1 van de Wet op de vennootschapsbelasting, resulteert de grensoverschrijdende fusie in een overdracht van alle activa, passiva, activiteiten en functies van de overgenomen vennootschap aan de overnemende vennootschap. Deze overdracht is een belastbaar moment voor de vennootschapsbelasting en vindt conform het arm's length-beginsel plaats op basis van de waarde in het economische verkeer. De grensoverschrijdende fusie komt niet in aanmerking voor de doorschuiffaciliteit op grond van artikel 14b, lid 2 of lid 3 van de Wet op de vennootschapsbelasting, aangezien de heffingsrechten, zonder een in Nederland achterblijvende vaste inrichting, niet kunnen worden gewaarborgd.

* * *

In hun hoedanigheid van bestuursorganen van de verdwijnende vennootschap en de verkrijgende vennootschap, leggen het bestuur van de verdwijnende vennootschap en de raad van bestuur van de

verkrijgende vennootschap, of hun behoorlijk gemachtigde, dit gemeenschappelijk voorstel van grensoverschrijdende fusie neer ter griffie van de ondernemingsrechtbank van Hainaut, afdeling Charleroi (België) en in de Nederlandse Staatscourant, uiterlijk op 28 juni 2024, met het oog op publicatie ervan.

De publicaties bevatten ten minste de gegevens bedoeld in artikel 12:112, lid 2 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en artikelen 2:314, 2:333d en 2:333^a van het Burgerlijk Wetboek.

Dit voorstel voor een grensoverschrijdende fusie is opgemaakt, op 17 juni 2024, in zes originele exemplaren, waarvan drie exemplaren zijn bestemd om te worden neergelegd ter griffie van de ondernemingsrechtbank van Hainaut, afdeling Charleroi (België), één exemplaar is bestemd om te worden neergelegd bij het Nederlandse handelsregister van de Kamer van Koophandel en de twee andere exemplaren zijn bestemd om te worden bewaard op het kantooradres van de verdwijnende vennootschap en op het kantooradres van de verkrijgende vennootschap."

* *
*

Avis à l'attention des titulaires d'actions et de parts bénéficiaires, des créanciers et des représentants des travailleurs de la société absorbante :

"Mesdames et Messieurs les titulaires d'actions et les créanciers de la Société (la Société n'ayant pas émis de parts bénéficiaires et la Société et, pour autant que de besoin, ses filiales, n'ayant aucun travailleur) sont par la présente informés qu'il est envisagé que la société à responsabilité limitée de droit néerlandais Duodev Nederland Holding B.V., dont le siège officiel est établi à Amsterdam (Pays-Bas) et dont les bureaux sont établis à Prof. W.H. Keesomlaan 1 4.24 - 4.25, 1183DJ Amstelveen (Pays-Bas), enregistrée auprès du Registre de Commerce Néerlandais de la Chambre de Commerce, sous le numéro 71707689 (« DNH ») transfère, en tant que société absorbée, l'ensemble de son patrimoine activement et passivement au profit de la Société en tant que société absorbante, dans le cadre d'une fusion transfrontalière par absorption en vertu du droit belge et du droit néerlandais (ou plus précisément, s'agissant de l'absorption d'une filiale à 100%, d'une opération assimilée à une telle fusion conformément à l'article 12:7, 1^o du Code des sociétés et des associations) (la « fusion transfrontalière »), conformément aux termes du projet commun de fusion transfrontalière déposé ce jour par la Société au greffe du Tribunal de l'entreprise du Hainaut (division Charleroi).

Mesdames et Messieurs les titulaires d'actions et les créanciers de la Société sont également informés par la présente, conformément à l'article 12:112, § 1er, alinéa 1er, 2^o du Code des sociétés et des associations et aux dispositions applicables de droit néerlandais, qu'ils peuvent formuler auprès de la Société des observations sur le projet commun de fusion transfrontalière au plus tard cinq jours ouvrables avant la date de la réunion de l'organe compétent appelé à se prononcer sur le projet de fusion, étant entendu qu'un délai d'au moins trois mois doit s'écouler entre la publication du projet commun de fusion transfrontalière et du présent avis aux Annexes du Moniteur belge et la décision de fusion transfrontalière précitée et que les titulaires d'actions et les créanciers de la Société peuvent connaître la date précise de la décision de fusion transfrontalière, lorsque celle-ci sera fixée, via l'adresse électronique suivante de la société absorbante : aude.michel@equilis.net, comme indiqué dans le projet commun de fusion transfrontalière (art. 12:112, § 1er, al. 2, art. 12:112/1 et art. 12:116, § 2, al. 3 du Code des sociétés et des associations)."

* *
*

Avis à l'attention des titulaires d'actions et de parts bénéficiaires, des créanciers et des représentants des travailleurs de la société absorbée (en néerlandais et traduction libre en français) :

"De aandeelhouder en de schuldeisers van de Vennootschap worden hierbij ingelicht dat wordt voorgesteld dat de Vennootschap, als verdwijnende vennootschap, al haar activa en passiva onder algemene titel zal doen overgaan aan Duodev NV, als verkrijgende vennootschap, als onderdeel van een grensoverschrijdende fusie door overname naar Belgisch en Nederlands recht (of meer specifiek, in het geval van de overname van een 100% dochtervennootschap, een verrichting die gelijkgesteld wordt met een dergelijke fusie overeenkomstig artikel 12.7, 1^o van het Belgische Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen en titel 7 van Boek 2 van het Nederlands Burgerlijk Wetboek) (de "grensoverschrijdende fusie"), in overeenstemming met de voorwaarden van het gemeenschappelijk fusievoorstel van grensoverschrijdende fusie dat vandaag door de Vennootschap werd neergelegd bij het Nederlandse handelsregister van de Kamer van Koophandel.

De aandeelhouder en de schuldeisers van de Vennootschap worden er hierbij tevens van in kennis gesteld, overeenkomstig artikel 2:333e lid 1 van het Burgerlijk Wetboek en de toepasselijke bepalingen van het Belgisch recht, dat zij uiterlijk vijf werkdagen voor de datum van de vergadering van het bevoegde vennootschapsorgaan van de Vennootschap dat over de grensoverschrijdende fusie dient te besluiten, opmerkingen betreffende het gemeenschappelijk fusievoorstel bij de Vennootschap kunnen indienen, met dien verstande dat er een periode van ten minste drie maanden dient te zijn verstreken tussen de publicatie van het gemeenschappelijk fusievoorstel en deze kennisgeving in de Nederlandse Staatscourant, en het voormelde besluit tot de

grensoverschrijdende fusie. In dit verband wordt verwezen naar het indicatieve tijdschema, alsmede naar het elektronische adres van de verdwijnende vennootschap waaraan enige communicatie kan worden gericht, beide zoals vermeld in het gedeponeerde gemeenschappelijk fusievoorstel voor een grensoverschrijdende fusie."

"Les titulaires d'actions et les créanciers de la Société sont par la présente informés qu'il est envisagé que la Société transfère à titre universel, en tant que société absorbée, l'ensemble de son patrimoine activement et passivement au profit de Duodev NV, en tant que société absorbante, dans le cadre d'une fusion transfrontalière par absorption en vertu du droit belge et du droit néerlandais (ou plus précisément, s'agissant de l'absorption d'une filiale à 100%, d'une opération assimilée à une telle fusion conformément à l'article 12:7, 1° du Code des sociétés et des associations et du Titre 7 du Livre 2 du Code civil néerlandais) (la « fusion transfrontalière »), conformément aux termes du projet commun de fusion transfrontalière déposé ce jour par la Société au Registre de Commerce de la Chambre de Commerce des Pays-Bas.

Les titulaires d'actions et les créanciers de la Société sont également informés par la présente, conformément à l'article 2:333e, alinéa 1er du Code civil néerlandais et aux dispositions applicables de droit belge, qu'ils peuvent formuler auprès de la Société des observations sur le projet commun de fusion transfrontalière au plus tard cinq jours ouvrables avant la date de la réunion de l'organe compétent appelé à se prononcer sur la fusion transfrontalière, étant entendu qu'un délai d'au moins trois mois doit s'écouler entre la publication du projet commun de fusion transfrontalière et du présent avis au Journal officiel des Pays-Bas et la décision de fusion transfrontalière précitée. A cet égard, il est fait référence au calendrier indicatif, ainsi qu'à l'adresse électronique de la société absorbée à laquelle toute communication peut être adressée, tous deux indiqués dans le projet commun de fusion transfrontalière déposé."

Louca Ughi
Mandataire spécial
Avocat